

Muzigo-Morrison, Rosette (Ouganda)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

NOM DE FAMILLE :	MUZIGO-MORRISON	
PRENOM :	Rosette	
DEUXIEME PRENOM :	Kawaaluko	
SEXE :	Femme	
DATE DE NAISSANCE :	5 février 1964	
NATIONALITE :	Ougandaise	
CRITERES REGIONAUX :	Afrique	
SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)		
ÉTAT CIVIL :	Mariée	
LISTE A/LISTE B	Liste B	
LANGUES	Langue maternelle : Lusoga	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Avancé	(à l'oral) Avancé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Débutant	(à l'oral) Débutant
- AUTRES	Swahili : (à l'écrit) Avancé	(à l'oral) Avancé
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner >>	(à l'oral) Veuillez sélectionner >>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner >>	(à l'oral) Veuillez sélectionner >>
	: (à l'écrit) Veuillez sélectionner >>	(à l'oral) Veuillez sélectionner >>
FORMATION SCOLAIRE : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent) - Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées		
08/1993 - 05/1994 - Établissement : University of Notre Dame - Diplôme(s) obtenu(s) : Maîtrise en droit		
08/1992 - 08/1993 - Établissement : University of Notre Dame - Diplôme(s) obtenu(s) : Maîtrise ès arts		
10/1984 - 06/1988 - Établissement : Université Makerere, Kampala - Diplôme(s) obtenu(s) : Baccalauréat en droit		
03/1982 - 03/1984 - Établissement : Collège Namasagali - Diplôme(s) obtenu(s) : Diplôme d'études secondaires		

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par la plus récente)*

- *Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*

- *Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, selon le cas*

10/2024 - Présent

- *Employeur :* Université internationale de Kampala
- *Intitulé du poste :* Coordinatrice de l'équipe internationale
- *Autres informations :* Je coordonne l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de collaboration avec des universités européennes situées aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne. L'objectif consiste à développer des partenariats en vue de mener des recherches et d'enrichir le contenu des cours. Je m'attache notamment à intégrer dans le cursus général de l'Université les droits humains internationaux, le droit international humanitaire, la prévention de la violence sexuelle et à caractère sexiste liée au conflit, l'immigration, l'éducation pour les réfugiés et d'autres domaines. L'accent est mis sur l'autonomisation des femmes et des filles grâce à l'acquisition de compétences afin qu'elles puissent participer plus activement aux prises de décision concernant la prévention des conflits, les innovations et les objectifs de développement. À terme, l'objectif est d'accroître la sensibilisation aux droits humains et d'empêcher la violation de ces droits.

09/2021 - Présent

- *Employeur :* Gouvernement de la République de l'Ouganda
- *Intitulé du poste :* Conseillère juridique principale *ad hoc*, Gouvernement de la République de l'Ouganda
- *Autres informations :* Je conseille (en cas de besoin) le Ministère des affaires étrangères, par l'intermédiaire de la Mission de l'Ouganda auprès de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg et la représentation permanente auprès de l'Union européenne, ainsi que le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles (service de droit international du Bureau du Procureur général) sur les implications de nouvelles questions ou situations relevant du droit international qui se présentent au sein des institutions juridiques de Bruxelles et de La Haye, et sur la portée de ces questions sur notre droit interne.

Je fournis des conseils sur la formulation et la mise en œuvre des politiques étrangères en conformité avec le droit international, et donne des avis sur l'incidence de ces politiques sur le droit ougandais, les politiques du pays ainsi que la paix et la sécurité régionales.

Je mène des négociations, rédige et interprète des accords internationaux portant sur un large éventail de questions juridiques complexes, telles que des initiatives de paix et des débats sur le contrôle des armements. J'apporte un appui à la contribution technique de la Mission auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Je participe à l'interprétation d'accords commerciaux, d'accords internationaux sur les produits de base, de conventions consulaires et de conventions de droit privé sur des sujets tels que la coopération judiciaire et les obligations découlant du Statut de Rome (CPI).

Je mène des recherches et conseille le Gouvernement sur des questions complexes de droit international portées devant la Cour internationale de Justice. Je conseille la Mission sur la manière de garantir la conformité des nouveaux traités avec les règles générales du droit international (en particulier le *jus cogens*) et les obligations juridiques précédemment contractées par l'Ouganda.

Je représente ou assiste des délégations auprès d'organisations internationales et lors de conférences, et je rédige des observations, notamment destinées à la Cour pénale internationale (*amicus curiae*), à la Cour internationale de Justice et à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Je représente l'Ouganda à l'occasion de diverses réunions bilatérales ou multilatérales et de conférences diplomatiques.

Je fournis des conseils juridiques aux délégations de l'Assemblée des États Parties et je prépare des exposés et des déclarations nationales.

J'apporte un soutien approfondi, critique et analytique concernant les droits et obligations de l'Ouganda au regard du droit international.

Je donne des formations à des fonctionnaires nationaux sur l'évolution constante des normes relatives aux droits humains et aux libertés fondamentales, des droits des minorités et du droit de l'environnement, ainsi que sur la responsabilité qui leur incombe de fournir des conseils juridiques solides, impartiaux et objectifs ainsi que des critiques ciblées et bien intentionnées à certaines occasions.

09/2021 - Présent

- *Employeur :* Mazima Community Development Initiative
 - *Intitulé du poste :* Administratrice
 - *Autres informations :* J'ai dirigé la mise en place d'un programme complet axé sur les survivants et survivantes afin de répondre à l'augmentation avérée des cas de violence familiale, de violences sexuelles et à caractère sexiste ainsi que d'exploitation et d'abus sexuels, qui ont considérablement augmenté durant les deux années ou presque de confinement lié à la pandémie de COVID-19, période pendant laquelle toutes les écoles étaient fermées en Ouganda. La région du Busoga, où nous intervenons, a été particulièrement touchée : des cas de grossesse chez les adolescentes et de mariages précoces ont été signalés.
- En tant qu'administratrice, j'ai dirigé une équipe chargée de gérer un programme visant à fournir des soins cliniques et psychosociaux confidentiels, un accompagnement tenant compte des traumatismes, des orientations vers des services de protection communautaire ainsi que des campagnes de sensibilisation et de prévention. Les bénéficiaires sont hébergés au centre pendant douze mois.
- Le programme vise également à accroître la participation active des filles, des mères adolescentes, des femmes et d'autres groupes marginalisés à des activités formelles et informelles. Notre objectif est d'améliorer le bien-être des participants grâce à la formation professionnelle, et nous offrons une éducation préscolaire aux enfants de mères adolescentes ainsi qu'aux enfants de la communauté environnante. La formation favorise la participation des femmes à des rôles de décision, à des activités génératrices de revenus et à la planification, ainsi que leur autonomisation économique et la création d'institutions tenant compte des questions de genre chargées de lutter contre la violence sexuelle et à caractère sexiste. Nous avons des cas particuliers de « mères adolescentes qui travaillent » hébergées avec leur famille, que nous avons sorties de « la rue » et qui bénéficient d'un soutien pour redéfinir leurs objectifs de vie et acquérir les moyens de subvenir financièrement aux besoins de leur famille.
- Ce programme repose sur des mécanismes durables visant à mettre fin à l'impunité s'agissant des violences sexuelles et à caractère sexiste au sein du foyer, tout en promouvant une approche qui tient compte des questions de genre afin de prévenir et combattre la criminalité et l'extrémisme violent.

En 2025, nous avons intégré des garçons en situation de vulnérabilité au programme en accueillant une première cohorte de cent bénéficiaires. Ils acquièrent des compétences professionnelles qui les aideront à gagner leur vie à la fin du programme. Outre mes fonctions d'administratrice, j'exerce également les fonctions de secrétaire générale de l'organisation. À ce titre, j'ai représenté l'organisation dans des affaires pénales. J'ai également représenté l'organisation dans des affaires civiles et réussi à récupérer les terrains de l'organisation qui avaient été vendus de manière frauduleuse.

Je collabore également avec les services gouvernementaux compétents à divers égards, comme la prestation de services de soutien médical, psychologique et communautaire. Je collabore aussi avec d'autres organisations non gouvernementales œuvrant dans des domaines similaires.

09/2009 - 2026

- *Employeur :* ONU Femmes/Justice Rapid Response
- *Intitulé du poste :* Experte
- *Autres informations :* Je suis inscrite sur la liste des experts appelés à mener des enquêtes et à engager des poursuites à l'égard de violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit, et j'agis en qualité d'experte sur des questions relatives aux témoins, aux victimes et aux survivants. À ce titre, j'ai effectué une mission en Libye, où j'ai dirigé l'enquête sur les crimes sexuels et à caractère sexiste pour la Commission indépendante d'enquête sur la Libye, sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Contre toute attente, notamment en raison du conflit en cours et des difficultés sur les plans culturels et religieux, j'ai dirigé une équipe qui a réussi à recueillir des preuves d'abus sexuels commis contre des personnes tant de sexe féminin et que de sexe masculin.

Le Bureau de l'Inspecteur général du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés m'a envoyée au Rwanda et en République démocratique du Congo en tant qu'experte chargée d'enquêter sur des allégations d'abus et d'exploitation sexuels, d'intimidation et de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel et de fautes. En tant qu'experte en protection et soutien des témoins, des victimes, des survivants et des lanceurs d'alerte, j'ai mis sur pied, à partir de zéro, le tout premier programme de protection et de soutien des témoins, des victimes et des lanceurs d'alerte de l'organisation. Le fait d'assurer un soutien et une protection adéquats aux victimes et témoins permet de remédier aux problèmes que sont le faible taux de signalement, la crainte de représailles et d'autres facteurs qui entravent le signalement de ces délits.

En tant que formatrice de formateurs spécialisés dans la reconnaissance des crimes sexuels et à caractère sexiste et des crimes commis contre des enfants ou ayant un impact sur eux et dans les enquêtes et les poursuites à l'égard de ces crimes, j'ai donné des formations à des enquêteurs polonais et ukrainiens en 2023, 2024 et 2025. J'ai également dispensé des formations sur la pratique du droit pénal international.

01/2016 - 08/2021

- *Employeur :* Cour pénale internationale (CPI)
- *Intitulé du poste :* Conseillère juridique/Fonctionnaire chargée des opérations
- *Autres informations :* En tant que conseillère juridique au sein de la Section des avis juridiques du Bureau du Procureur, j'ai mis à profit mes compétences juridiques pour analyser et rédiger des mémoires, des mémorandums et des actes de procédures.

J'ai fourni des conseils juridiques concernant des écritures déposées par le Bureau du Procureur.

J'ai mené des recherches juridiques et des enquêtes, rédigé des exposés de position sur de nouvelles questions complexes et dirigé l'élaboration de la politique relative au patrimoine culturel (2019-2021).

J'ai coordonné la mise en œuvre de la politique relative aux crimes sexuels et à caractère sexiste et de la politique relative aux crimes commis contre des enfants ou ayant un impact sur eux.

De plus, j'ai élaboré des documents de conférence et représenté le Procureur lors de réunions externes ; j'ai rédigé des exposés et des mémoires qui ont été présentés oralement ou par écrit par le personnel de la CPI devant l'ONU. J'ai également fait des conférences au nom du Bureau dans des universités, devant divers groupes et à des experts invités.

J'ai représenté le Procureur au forum d'experts de l'OTAN sur la mise en œuvre de l'état de droit dans des situations de conflit et j'ai rédigé un chapitre du manuel de formation publié en 2021.

En tant que fonctionnaire chargée des opérations au Bureau du Procureur, j'ai géré des opérations sur le terrain dans sept situations. Dans le cadre de ce rôle, je devais apporter un appui aux équipes d'enquête et veiller à ce que les opérations disposent du budget et des ressources logistiques nécessaires. J'ai élaboré des concepts d'opérations et réalisé des analyses, notamment des évaluations des vulnérabilités, des menaces et des risques pour les témoins et les victimes afin d'établir des mesures de soutien et de protection appropriées. J'ai examiné des déclarations de témoins et donné des conseils sur des éléments qui nécessitaient une enquête plus approfondie afin de renforcer le dossier du Procureur. J'ai enquêté sur des cas de fautes alléguées par des membres du personnel et effectué le contrôle de dépenses opérationnelles. J'ai rédigé des manuels, des procédures opérationnelles standard et d'autres documents opérationnels essentiels. J'ai formé d'autres membres du personnel du Bureau du Procureur à la protection et au soutien des personnes vulnérables qui collaborent avec le Bureau.

03/2000 - 12/2015

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)
 - *Intitulé du poste :* Juriste
 - *Autres informations :* J'ai mis en place de a à z le bureau du TPIR à La Haye et j'étais chargée de tous les aspects non judiciaires liés à l'administration et au fonctionnement de ce bureau. À cet égard, j'ai assumé l'ensemble des fonctions du Greffe, dont la gestion du tribunal, ce qui comprenait la gestion des dossiers judiciaires, la garantie du déroulement efficace des procédures d'appel, en coordination avec le siège, ainsi que la prestation des services linguistiques. J'étais chargée d'assurer la coopération judiciaire s'agissant de l'exécution des décisions judiciaires relatives au soutien et à la protection des témoins et des victimes. Dans le cadre de ces fonctions, j'ai également eu le privilège de travailler en étroite collaboration avec les équipes des conseils de la Défense afin de coordonner et de soutenir leur travail. Les personnes condamnées par le TPIR détenues au centre de détention des Nations Unies relevaient de ma responsabilité. J'ai géré, en coordination avec le siège, les services linguistiques et de conférence. Dans le cadre des activités de sensibilisation et de relations publiques, en tant que porte-parole du TPIR à La Haye, j'ai coordonné la diffusion d'informations et représenté le Tribunal lors de réunions du corps diplomatique.
- J'ai rédigé des écritures et représenté le Greffier pour toutes les questions relevant du Greffe, conformément à l'article 33 B) du Règlement du TPIR, qui exigeait que le Greffier dépose des observations en réponse à des questions de procédure et de

gestion, notamment en ce qui concerne le soutien et la protection des témoins, les centres de détention, les droits des accusés ainsi que leur bien-être et leur défense, et la coopération avec les États membres. J'ai élaboré des directives pratiques et apporté un appui non judiciaire aux juges de la Chambre d'appel.

J'ai assuré la supervision de l'ensemble des dépositions de témoins et des procédures de certification des déclarations de témoins en Europe occidentale et dans d'autres régions, et j'ai organisé toutes les audiences tenues par visioconférence et représenté le Greffier à ces occasions.

De 2012 à la fermeture du Tribunal, j'ai mené des recherches et rédigé des mémorandums juridiques, et j'ai apporté un appui juridique aux juges de la Chambre d'appel, notamment en effectuant des recherches et en rédigeant des projets de décisions, d'ordonnances et d'arrêtés.

07/1997 - 03/2000

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)
- *Intitulé du poste :* Juriste/Assistante au Greffier
- *Autres informations :* J'ai aidé le Greffier à établir les lieux d'affectation à Arusha et en Tanzanie ainsi que toutes les nouvelles structures nécessaires à la tenue des procès pénaux internationaux. Cela comprenait la mise en place des structures de gestion du tribunal, des structures de la Défense, des services de détention, des services chargés des documents et des archives et du service administratif. J'ai assisté le Greffier dans la préparation, la révision et le contrôle d'une grande diversité de documents, notamment des projets de correspondance destinée aux hauts responsables des États membres, des discours, des rapports, des politiques, des déclarations à la presse et des communiqués de presse ; j'ai rédigé des projets de documents et représenté le Greffier dans le cadre de négociations sur l'élaboration d'accords avec les trois États hôtes (Rwanda, Tanzanie et Pays-Bas), d'accords de coopération concernant le déplacement et la réinstallation des témoins ainsi que l'exécution des peines prononcées contre les personnes condamnées par le TPIR ; j'ai effectué des recherches juridiques et rédigé des mémoires et des écritures concernant des questions relevant du Greffe pour le compte du Greffier. J'ai représenté le Greffier et assumé les fonctions de rapporteuse officielle pour toutes les séances plénières des juges.

12/1996 - 07/1997

- *Employeur :* Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)
 - *Intitulé du poste :* Juriste/Aide aux victimes et aux témoins
 - *Autres informations :* J'ai créé entièrement la toute première unité de soutien et de protection des témoins et des victimes dans le système de justice pénale internationale au sein du Tribunal pénal international pour le Rwanda. J'ai fourni des conseils stratégiques et des avis au Greffier concernant tous les services liés aux témoins et aux victimes qui devaient comparaître devant le Tribunal, dont l'élaboration de politiques et la création de procédures opérationnelles standard, la définition des droits des témoins et des victimes, à savoir préciser les avantages auxquels ces derniers avaient droit et les responsabilités qui leur incombaient en lien avec leur témoignage devant les tribunaux pénaux internationaux. J'ai assuré la coordination des activités liées à la sécurité et au bien-être de tous les témoins et de toutes les personnes ayant affaire avec le tribunal.
- J'ai été pionnière dans l'établissement de protocoles découlant de politiques et de dispositions internationales figurant dans des instruments relatifs aux droits humains, afin que celles-ci puissent être mises en application dans la pratique, et ce, dans le but de faciliter le soutien et la protection des témoins et des victimes. J'ai rédigé, examiné et révisé, au besoin, des procédures opérationnelles standard visant à soutenir les mesures de protection en place, ce qui constituait une

initiative novatrice et sans précédent. Je suis intervenue lors d'une réunion parallèle à la Conférence de Rome sur les incidences pratiques des définitions et des garanties devant être incluses dans le Statut de Rome et dans le Règlement de procédure et de preuve de la Cour.

J'ai représenté le Greffe devant le tribunal au sujet de questions liées à la Section d'aide aux témoins et aux victimes ; j'ai préparé et rédigé des écritures, des requêtes, des mémoires et des mémorandums juridiques liés à des observations concernant des questions relevant de cette section ; j'ai également coordonné et assuré la mise en œuvre des mesures de protection ordonnées par le Tribunal.

07/1995 - 12/1996

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)

Juriste adjointe/Enquêtrice

J'ai fait partie de la première équipe de l'Accusation à se rendre à Kigali, laquelle a engagé des poursuites sans précédent, établi des actes d'accusation et défendu ceux-ci devant la commission d'examen avant leur dépôt. J'ai représenté le Procureur dans la première affaire où le viol a été reconnu comme élément constitutif du génocide, à savoir l'affaire *Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu*. Je figure dans la bande-annonce du documentaire « *The UnCondemned* », qui s'inspire de ce procès.

J'ai également dirigé l'équipe chargée de mener la totalité de l'enquête dans le cadre de l'affaire *Le Procureur c. Georges Anderson*, et j'ai représenté le Procureur lors de la confirmation de l'acte d'accusation et tout au long de la phase de première instance. J'ai effectué des recherches juridiques et rédigé des requêtes, des réponses à des requêtes de la Défense, des mémorandums juridiques ainsi que des exposés sur de nouvelles questions juridiques inédites et complexes.

Pendant les enquêtes, j'ai interrogé des témoins et recueilli des éléments de preuve. C'était la première fois qu'un tribunal pénal international combinait le droit pénal et le droit international humanitaire pour traduire des auteurs de crimes en justice.

J'ai siégé au premier comité chargé des poursuites pour les crimes sexuels et à caractère sexiste, dont la mission consistait notamment à assurer la coordination avec les bureaux compétents, à créer des outils pratiques pour les enquêtes et les poursuites relatives aux crimes à caractère sexiste et aux crimes commis contre des enfants et ayant un impact sur eux. Ce comité a établi des protocoles, élaboré des modèles et rédigé des manuels opérationnels en vue de veiller à ce que ces crimes ne soient pas omis.

Étant donné que le Greffe ne disposait pas de service de soutien et de protection des témoins et des victimes, j'ai mis en place, de manière novatrice, des mécanismes visant à soutenir et à protéger ces personnes.

02/1995 - 07/1995

- *Employeur :*
- *Intitulé du poste :*
- *Autres informations :*

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)

Administratrice auxiliaire/Boursière (*Fellow*)

J'ai occupé le poste d'adjointe auprès du témoin expert du Procureur et assisté Theodore Meron dans le cadre d'un projet de recherche sur la caractérisation des conflits et la question de savoir si le caractère international ou non du conflit a une incidence sur l'application du droit international humanitaire.

Au sein de la toute première Section des avis juridiques du Bureau du Procureur, j'ai participé à la réalisation de recherches sur de nouvelles questions juridiques complexes, notamment dans l'affaire *Le Procureur c/ Dragan Nikolić* (IT-94-2),

concernant la présentation d'éléments de preuve en l'absence de l'accusé en vertu de l'article 61 du Règlement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

06/1988 - 01/1995

- *Employeur :* Planning, Development and Rehabilitation Office
- *Intitulé du poste :* Directrice adjointe/Agente de programme des droits humains
- *Autres informations :* J'ai créé un programme visant à faciliter l'intégration de la résolution des conflits dans les programmes des écoles primaires et secondaires en Ouganda. J'ai dirigé la formation de dirigeants culturels, religieux et communautaires afin de les sensibiliser aux droits humains et à l'émancipation des femmes.

J'ai mené des recherches et des enquêtes sur les violations des droits humains et établi des rapports qui remettaient en question des institutions gouvernementales. En outre, j'ai organisé des programmes de formation destinés aux responsables de camps de réfugiés, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. J'ai mis en place un programme visant à offrir une aide juridique bénévole aux personnes défavorisées (principalement des femmes et des enfants très pauvres).

AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES :

- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées

09/2019-10/2021

- *Activité :* **EXPERTE EN ÉTAT DE DROIT, ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD/FORCE D'ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ**

J'ai représenté le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale à l'occasion d'une table ronde juridique d'experts entre 2019 et 2021. Cette table ronde avait pour thème la promotion de l'état de droit et de la bonne gouvernance, le rôle du Centre d'excellence pour l'assistance aux forces de sécurité et les implications dans les initiatives internationales, et a abouti à l'élaboration d'un manuel de formation sur l'état de droit.

J'ai rédigé un chapitre du manuel contenant des supports de formation sur la manière de préparer les forces de l'OTAN à reconnaître les violences sexuelles et à caractère sexiste dans des situations de conflit, à enquêter sur ces crimes et à engager des poursuites.

Grâce aux relations nouées lors de la table ronde de l'OTAN, j'ai été invitée à animer une formation à l'intention des procureurs ukrainiens sur les enquêtes et les poursuites judiciaires relatives aux violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit dans des situations de crises.

10/2011-03/2012

- *Activité :* **ENQUÊTRICE SUR LES VIOLENCES SEXUELLES ET À CARACTÈRE SEXISTE, BUREAU DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME, 2011 À 2012**

J'ai effectué une mission en Libye où j'ai dirigé des enquêtes sur les violences à caractère sexiste pour la Commission d'enquête indépendante sur la Libye. J'ai élaboré des plans d'enquête, assuré la liaison avec d'autres organisations non gouvernementales, des organismes humanitaires et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies afin d'identifier des témoins et des victimes potentiels. J'ai mené des enquêtes, recueilli des déclarations de témoins et rédigé des rapports sur la situation des réfugiés et d'autres personnes vulnérables. J'ai défini les besoins des témoins et des victimes et recensé des mécanismes d'aide aux victimes à l'échelle locale et internationale. J'ai donné une formation sur le soutien et la protection des témoins au personnel de la Commission.

De plus, j'ai apporté une contribution essentielle au rapport définitif de la Commission d'enquête sur les résultats des enquêtes. J'ai formé d'autres enquêteurs aux techniques d'entretien fondées

sur l'approche centrée sur la victime et le principe de « ne pas causer davantage de préjudice » du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. J'ai réalisé des analyses des risques de sécurité, des menaces, des vulnérabilités et de situation en vue d'élaborer des mécanismes de protection et de soutien adaptés pour les témoins et les victimes d'actes criminels.

J'ai élaboré un modèle pour la conduite des entretiens avec les victimes, en particulier les victimes de violences sexuelles. J'ai facilité la conclusion d'un accord entre le Bureau du Procureur de la CPI et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, qui permet aux enquêteurs de ce dernier de solliciter le consentement des témoins et des victimes pour la communication du contenu de leur déclaration au Procureur de la CPI. J'ai également élaboré un programme de soutien et de protection des témoins et des victimes.

J'ai reçu une lettre de félicitations officielle pour ma contribution aux travaux de la Commission d'enquête, lorsque celle-ci a présenté ses résultats à l'Assemblée générale des Nations Unies.

06-08/2010

Activité : **HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR), VIOLENCES SEXUELLES ET À CARACTÈRE SEXISTE EN SITUATION DE CONFLIT, EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS**

J'ai effectué une mission en République démocratique du Congo pour le Bureau de l'Inspecteur général du HCR au sein d'une équipe chargée d'enquêter sur des allégations d'abus et d'exploitation sexuels. J'ai enquêté sur des allégations d'intimidation et de harcèlement, y compris de harcèlement sexuel et de faute, par des membres du personnel de l'ONU et d'autres employés d'organismes d'aide humanitaire internationale. Lorsque les protecteurs deviennent des prédateurs, l'ONU doit agir avec détermination. Au cours des vingt dernières années, l'ONU a appliqué une politique de tolérance zéro à l'égard des violences sexuelles et à caractère sexiste liées au conflit. Cette politique s'inscrivait dans le programme visant à lutter contre la violence liée au conflit et à traduire les auteurs de ces infractions en justice.

Sachant que la crainte de représailles dissuade les personnes concernées de signaler des faits ou de témoigner, le HCR m'a attribué les fonctions d'experte en soutien et protection des témoins, des victimes et des lanceurs d'alerte afin de créer le tout premier programme de protection et de soutien au sein de l'organisation. Ce programme comprenait une formation spécialisée pour les enquêteurs sur la conduite d'entretiens avec des victimes de crimes sexuels, ainsi que l'établissement de mesures de protection qui, au fil du temps, ont été intégrées dans des protocoles et des politiques.

10/2006-05/2008

Activité : **COORDINATRICE JURIDIQUE, TRIBUNAL SPÉCIAL POUR LA SIERRA LEONE**

En ma qualité de représentante du Greffier, j'ai établi un lieu d'affectation à La Haye pour le procès de l'affaire très sensible et largement médiatisée concernant l'ancien président libérien, Charles Taylor. J'ai mis en place l'ensemble des fonctions du Greffe, négocié et conclu des accords avec l'État hôte, à savoir le Gouvernement néerlandais, et rédigé des dispositions internes relatives à l'appui administratif non judiciaire à apporter aux juges, au personnel, aux témoins, aux équipes de la Défense et à l'accusé.

J'ai organisé les déplacements, le soutien et la protection des témoins pendant le procès. C'était la première fois que tous les témoins étaient transportés par avion d'un continent à un autre. Les leçons apprises ont été essentielles pour la Cour.

PUBLICATIONS LES PLUS PERTINENTES

1. Training on the Investigation & Prosecution of Sexual and Gender-Based Crimes in Crisis Situations in the International Criminal Court (ICC) Office of the Prosecutor (OTP) Policy Paper, OTAN, octobre 2021
2. Victims and Witnesses in Fact-Finding Commissions: Pawns or Principal Pieces? dans « The Transformation of Human Rights Fact-Finding », Philip Alston (éd.), Sarah Knuckey (éd.), <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780190239480.001.0001>

3. The Rights of the Victims, THE ELGAR COMPANION TO THE INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR RWANDA, publié par Anne-Marie de Brouwer, Tilburg University, et Alette Smeulers, University of Groningen, Pays-Bas, 978 1 78471 169 6. 4. Invoking International Human Rights Law for the Emancipation of Women in Uganda, mémoire de la maîtrise en droit, University of Notre Dame, 1994.
SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTS
1. Towards Universal Human Dignity: Challenging the Undeclared War, Hesburgh Centre for International Studies, University of Notre Dame, États-Unis, novembre 2024. 2. Cours d'été « Sexual Orientation & Gender Identity in International Law: Human Rights and Beyond », La Haye et Amsterdam, du mercredi 24 juillet au vendredi 2 août 2019. 3. Human Rights and Justice, The Hague Institute for Global Justice, La Haye (Pays-Bas), du 8 au 10 juin 2015. 4. Victims and International Justice, à l'Institute of Technology, Dublin (République d'Irlande), avril 2008. 5. Human Rights Weekend: Behind the Headlines, De Balie, Amsterdam, du 27 au 29 janvier 2017, à l'occasion de la première du documentaire « <i>The Uncondemned</i> » sur l'affaire concernant Jean-Paul Akayesu, à savoir la première affaire où le viol a été reconnu comme élément constitutif du génocide.
APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES
Fédération internationale des femmes juristes (FIDA – Ouganda) American Association of International Law Justice Rapid Response International Association of Court Administrators
DISTINCTIONS REÇUES
• Distinguished Alumni Award (2011), University of Notre Dame, pour sa contribution à la consolidation de la paix et aux droits humains • Bénéficiaire d'une bourse d'études de la Fondation Ford (1993) • International Peace Scholar, Joan Kroc Institute of International Studies, États-Unis (1992) • Bénéficiaire de la bourse d'étude d'excellence de l'administration locale de Busoga (1975)
CHAMPS D'INTERET PERSONNELS
Les voyages, le chant, l'accueil, cuisiner pour de grands groupes.
DIVERS
Doctorante, droit des droits humains, National University of Ireland, Irish Centre for Human Rights, Galway. « Beyond [the Limits of] Current Jurisprudence/Law [and Practices]: A Case for Enforceable Rights and Remedies for Victims of Genocide and Other Violations of International Humanitarian Law ».